

Juin - Dec 80

361 - 381

T2137 - 361 - 4,00 F

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel. 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

N° 361 JEUDI 5 JUIN 1980 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## NI DIEU, NI PAPE !

Lorsque la misère s'abat sur le « pauvre monde », les foules se ruent dans les églises... c'est bien connu ! Pour abjurer leurs fautes ? Allons donc ! Pour supplier la divinité de les tirer du mauvais pas où les ont placées leurs conneries ! Et la venue de Monsieur Tout-Blanc, comme les foules qu'elle a déplacées, donne bien la mesure de l'effroyable gâchis où se trouve la société française.

Il en fut ainsi au Moyen-Age lorsque la grande peste ravageait le pays ou, il y a tout juste quarante ans, lorsque les « hordes » nazies ont franchi la Marne. Les cathédrales alors se remplirent et les cerveaux se vidèrent ! Il en est toujours ainsi lorsque l'homme, manifestement sans mémoire, voit ses illusions déshabillées, l'abîme s'ouvrir sous ses pas et que l'instant est venu de payer ses inconséquences. La ruée de la population vers Wojtyla sonne comme un glas, puisqu'elle est le signe du renoncement des peuples à la raison et le recours à l'idolâtrie ! Naturellement et de tous temps, les sectes religieuses ont eu leurs bigots et leurs inconditionnels, et les sociétés ont bien été obligées de s'accommoder de ces cas pathologiques, mais là où le phénomène devient tragique, c'est lorsque « les autres », ceux qui ne se sentaient pas concernés, se ruent vers l'idolâtrie, d'abord poussés par la curiosité, puis par la lâche facilité que leur offre le « pari de Pascal ». Alors ce ne sont plus les aspects extérieurs du fanatisme qui mettent en danger l'équilibre des hommes, mais la désagrégation intérieure de l'être humain qui en est le fondement.

Mes politiciens attentifs aux mouvements des foules qui, lorsqu'ils sont bien interprétés, donnent des fruits électoraux savoureux, se sont rués vers les temples et vers les estrades d'où des paroles enfarinées dans une théologie obscure, ruisselaient sur des épidermes inclinés devant ce phallus qui fornique avec les classes dirigeantes depuis l'origine des temps ! Marchais ne pouvait pas être absent d'un tel spectacle où il y a de la responsabilité à gagner, Mitterrand non plus ; encore qu'on aimerait à penser que, pour lui, la curiosité littéraire et son désir d'asseoir sa réputation de petit maître genre cardinal de Bernis, aient été déterminants ? Et puis, l'opium du peuple était dans la rue, en vente libre, et la dialectique aidant, chacun se gorgeait de « joints » à s'en faire péter les glandes ! Les masses, on les comprend à moitié ; comme les moribonds, on les voit, lorsque l'orage gronde, tirer le drapeau dessus leur tête en refusant de

voir le danger, mais les politiciens ? Ignorent-ils donc qu'après avoir applaudi la super star, ragailardi par ce bain d'eau bénite, chacun retournera chez soi l'âme légère, prêt à recommencer toutes ces petites saloperies qui sont le quotidien du bourgeois, esprit fort, mais qui a de la religion... juste ce qu'il faut pour maintenir sa progéniture dans les rets, sa femme dans la vertu et son banquier dans une « honnêteté » profitable à tous.

Malgré ces foules qui piétinent et parfois s'écrasent pour voir le pape, la religion chrétienne, battue en brèche par l'islam, rongée par le doute que soulèvent les histoires à dormir debout, que nous contentent les évangiles, n'est plus qu'un appareil qui vit égoïstement sur lui-même et de lui-même. Il doit sa pérennité aux formules de consolation prodiguées aux uns, aux alibis fournis aux autres, mais surtout à la bonne conscience qu'il garantit à tous ! Pour se perpétuer, cet appareil est obligé à la fois de rendre des services et d'en recevoir ! Au cours de ses périples, le pape est le garant des rois nègres, des dictateurs staliniens, des politiciens libéraux, qu'il visite. Il va les voir pour leur rappeler l'importance de l'Eglise dans le domaine des disciplines morales qui justifient les autres, pour leur rappeler qu'il faut compter sur lui, avec lui ! Pour leur réclamer en échange de ses services le maintien de la nation dans le giron de la sainte Eglise apostolique et romaine, mais aussi pour resserrer les boulons de l'appareil religieux déboussolé par l'évolution des esprits et dont l'unité est indispensable à la crédibilité, et par conséquent, à l'efficacité en tant que groupe de pression, pour maintenir l'Eglise en place.

Cette visite à grand spectacle a trois objectifs précis. Le premier consiste à renforcer l'appareil, le second à affermir le lien qui associe, à travers la morale, le consensus entre les exploités et les exploités, le troisième à recevoir en récompense l'exclusivité de fait, sinon à jouir de la représentativité spirituelle. Naturellement, ces « contrats » de gré à gré ne se négocient pas toujours sans pleurs et sans grimaces de dents, chacun des larrons essayant d'en tirer le plus d'avantages possibles. Au Mexique, terre de religiosité, en Pologne, pays de dictature, en France où le scepticisme domine, les articles seront différents, même si le discours est semblable. Partout Wojtyla parle d'amour, de paix, de fraternité, nulle part Wojtyla ne parle de ceux qui préparent ou font les guerres, de ceux qui torturent les hommes, de ceux qui exploitent, autrement qu'en termes vagues, généraux,

de façon à ce que ses interlocuteurs soient bien persuadés que les coupables, ce sont les autres... ceux qui ne sont jamais nommés, et que l'on pourra mettre à la raison par des moyens qui ne sont jamais définis, autrement que par des phrases creuses qui composent un discours lamentable qui ne relève de rien d'autre que des bonnes intentions dont l'enfer est pavé !

nos camarades de la Libre Pensée ont raison de s'indigner, mais dans cette lutte contre l'abrutissement collectif des foules, l'ambiguïté n'est plus de raison ! Il faut savoir ce que l'on veut, avec qui on est. Ce que veulent les politiciens de gauche, c'est le pouvoir ! Avec qui ? Avec le Diable si c'est nécessaire ! Et on ne peut pas se contenter de dénoncer l'Eglise sans dénon-



Les gouvernements savent bien tout ce qu'ils peuvent tirer de ce pathos où les bons sentiments se ballottent sur un discours lénifiant, et le nôtre n'a pas regardé à la dépense. Nos amis libres penseurs se sont indignés de voir une république laïque où règne la séparation des pouvoirs, supporter cette mainmise de l'Eglise sur l'appareil d'Etat pendant les jours nécessaires à une propagande-spectacle indécente. Cela ne fut possible que par le double jeu des politiciens de tous bords qui espèrent bénéficier des retombées de la grande mascarade. A l'anticommunisme primaire s'ajoute, aujourd'hui, l'anticléricalisme primaire, alibi des imbéciles et des coquins ! Nos politiciens de gauche, depuis des dizaines d'années, pratiquent cette politique de sous-préfecture, qui consiste à envoyer les femmes à l'église, les filles au catéchisme, les garçons aux jeunesesses laïques et républicaines, pendant qu'ils se contentent de bouffer du curé derrière les portes bien closes de leur loge maçonnique ! Cette politique du double jeu qui est devenue une seconde nature, est bien connue de l'Eglise qui, elle non plus, n'a jamais mis tous ses œufs dans le même panier. Et il n'a pas été rare de voir un prêtre-ouvrier flirtant avec le marxisme, voisinier avec un soudard, ancien aumônier en Indochine. Pour la hiérarchie, dans la mesure où ce petit jeu ne déstabilise pas l'appareil, il est sans importance... Dieu reconnaîtra les siens ! Oui,

cer ceux à qui elle sert de marchepied pour se maintenir ou se hisser aux affaires !

L'Eglise est une bonne affaire, un peu vieillotte, qui vient de se doter, avec Wojtyla, d'un PDG dans le vent, qui essaie de la recycler. C'était devenu nécessaire ! Les foules qui acclament le Dieu vivant, n'excluent pas ces âmes simples qui paient de leur personne et de leurs deniers et qui sont la providence des sacristies et des cellules d'entreprises ! Wojtyla a bien compris ce problème et, au moment où il réaffirmait les rites - ciment de cette communauté disparate -, il lâchait du lest en Afrique et laissait s'intégrer à la liturgie le fétichisme traditionnel. Ce qu'il a bien compris, c'est l'obligation de remplacer les adeptes qu'il perdait parmi des peuples aux nerfs fragiles, rongés par la facilité de vivre, et que l'incrédulité gagnait, par des peuples aux âmes simples, pour lesquels le culte est une fête perpétuelle où l'on danse... même devant le buffet, pour chasser les mauvais esprits. Pour l'Eglise, perpétuellement à la recherche de l'universalité, le nombre est important, la compréhension des mystères n'a rien à voir dans l'affaire. Et après tout, ce sont les humanistes de Rome qui considéreraient que les premiers chrétiens, leurs contemporains, étaient une cohorte d'abrutis, suffisamment ignares pour croire à la résurrection et à l'immaculée conception !

Les Eglises ont besoin d'ignorance, car c'est l'ignorance qui

justifie le mystère. Cette ignorance indispensable à l'Eglise, Wojtyla est allé la chercher en Afrique où elle voisine avec l'innocence, comme il vient chercher en Occident des foules qui ne croient en rien d'autre qu'à l'appareil religieux, pour maintenir les classes en place dans la société du profit. Et le pape peut traiter avec elles, car il sanctifie l'autorité et la propriété sous des mots éculés qui font le trottoir dans toutes les officines politico-religieuses !

Tout ce tapage indécent qu'a soulevé la venue du pape, et toutes les génuflexions auxquelles nous avons assisté, doivent nous ouvrir les yeux sur la pourriture de la classe politique du pays, qui ne recule devant rien pour protéger l'idole qui justifie leur comportement. Ce sont les hommes de gauche qui propagent le plus toutes ces formules qui tendent à déconsidérer la propagande anticléricale et où il est question du « petit père Comte », comme si celui-ci pouvait souffrir d'une comparaison avec un abruti comme Marchais ou un politicien comme Mitterrand ? Cette politique de la gauche devant l'Eglise, politique qui prétend à la tolérance, est simplement une politique électoraliste ! Elle ne s'adresse pas aux croyants - il en existe de moins en moins -, mais aux autres, à ceux, extrêmement nombreux, qui se foutent de la rhétorique et des singeries théologiques, mais qui croient fermement que les enseignements de l'Eglise et le comportement de son pape sont les outils indispensables pour maintenir une société de classes.

La morale judéo-chrétienne est une morale de justification des différences économiques, quelle que soit la structure de l'Etat qui les impose ! Marchais, Mitterrand, Giscard, Wojtyla, même combat !

Nous les anarchistes, nous sommes tous des anticléricaux primaires ! Monsieur Tout-Blanc est venu parmi nous répandre une parole qui, pendant des millénaires, a servi, après avoir été adaptée, à justifier tous les régimes d'oppression. « Monsieur Tout-Blanc, vous manquez de mesure... », chantait Léo ferré. Le pape, c'est le témoin d'un monde où les réalités concrètes sont chassées par les chimères. Pour que ce monde se décide à marcher à l'endroit, il faut chasser les dieux et installer à leur place des hommes débarrassés de la crédulité et de la peur, et cela n'est possible que si on se débarrasse des politiciens de toutes obédiences auxquels la divinité sert d'alibi.

Maurice JOYEUX

FP.2520

### Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

#### PROVINCE

ALLIER : MOULINS  
 AUBE : TROYES  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE : EVREUX  
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC  
 HERAULT : BEZIERS - MONTPELLIER  
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : ST. ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MORBIHAN : LORIENT  
 NORD : LILLE-VALENCIENNES  
 OISE : CREIL  
 ORNE : LA FERTÉ-MACÉ - FLERS  
 PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT  
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE  
 -BIARRITZ  
 HT-RHIN : MULHOUSE  
 RHONE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : REGION TOULONNAISE  
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN  
 HTE-VIENNE : LIMOGES  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

#### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°.  
 BANLIEUE SUD  
 - FRESNES-ANTONY  
 - FRESNES NORD, L'HAY  
 - MASSY-PALAISEAU  
 - ORSAY-BUREFS  
 - RIS-ORANGIS  
 - CORBEIL-ESSONNES  
 - DRAVEIL  
 - THIAIS, CHOISY  
 - MASSY  
 - VILLEJUIF  
 - MONTROUGE

#### BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY

#### BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL  
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

#### BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST. OUEIN  
 - DOMONT  
 - ARGENTEUIL, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY

#### LIAISONS

Aubenas, Laval, Metz, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salou, Ardennes, Soissons, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Cannes, Laon, Orléans, Cherbourg, Parthenay, Le Vigan, St. Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St. Briac, Bas-Rhin, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche-sur-Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Anizy-le-Château, Le Mans, Hyères, La Seyne-sur-Mer, Parthenay.

#### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX  
 - LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-BANQUES

\*\*\*\*\*

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex

Groupe de Troyes : les 1° et 3° mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1° porte à gauche)

Groupe de Tours : Pour tous contacts, écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cédex

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 bd Eugène Pierre à Marseille

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon

Groupe L'Entraide (Havre et région) : dans les locaux du C.E.S., 16 rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis, samedis de 18 à 19 h

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80330 Longueau

Groupe d'Evreux : Cercle d'Etudes Sociales B.P. 237 - 27002 Evreux-Cédex

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros-Horloge

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h., au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St. Etienne

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12 - 85170 Le Poitré-sur-Vie

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h., 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES)

Liaison Blois : B.P. 803 - 41008 Blois-Cédex

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15°), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18°

Groupe Voline : 26 rue Piat, Paris 20°, tous les samedis de 14 à 16 h

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h., samedi de 10 à 19 h., dimanche de 10 à 13 h., 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tel. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour)

Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les samedis de 10 à 15 h. au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony) tél. 668-48-58

Groupe de Montreuil-Rosny : les 1° et 3° mercredis du mois de 19 à 20 h 30 au Centre Jean-Lurçat, place du Marché de la Croix-de-Chavaux, salle du GREER

**Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h. 3 rue Ternaux Paris 11°**

### COMMUNIQUÉS

Le groupe Berneri appelle ses futurs sympathisants, intéressés par un renouveau de la présence libertaire sur le 10° arrondissement, à le contacter soit lors de la vente du M.L. qu'il assure tous les mercredis soir Gare de l'Est, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Un groupe est en formation sur Villeneuve d'Ascq, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe est en formation sur Le Puy, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe est en formation sur Nanterre-La Défense, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Un groupe est en formation dans l'Aisne autour de la liaison Anizy-le-Château, les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les sympathisants intéressés par la propagande anarchiste dans les Cévennes peuvent prendre contact avec les liaisons de Florac et de Le Vigan par l'intermédiaire des R.I.

Le groupe d'Evreux organise une réunion des lecteurs du M.L. le samedi 7 juin à 14 h 30 salle des Associations n° 3 (derrière la mairie d'Evreux)

Le groupe FA d'Aubenas organise une soirée de soutien avec le groupe REVO LE VENDREDI 6 JUIN à 20 h 30 Salle des Fêtes d'Antraigues (table de presse, expos)

Le groupe Eugène Varlin vient de faire paraître le n°1 de la Revue de la Presse anarchiste internationale. 34 p. Entièrement dédié à l'anarcho-syndicalisme à l'étranger. Au sommaire : USI, un accouchement difficile ; CNT, fin d'une crise ? ; et puis Suède, Allemagne, Portugal...

En vente à Publico : 6 F

### Informations

VOUS POUVEZ NOUS ECRIRE POUR NOUS DEMANDER NOTRE DERNIER CATALOGUE DES OUVRAGES EN VENTE A PUBLICO.

### Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 18 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie «Les marchés de France» 44, rue de l'Ermitage, Paris 20° Dépôt légal 44 149 - 1° trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe Région toulonnaise organise une Fête Libertaire LE SAMEDI 14 JUIN DE 15h à... au Domaine des Francas à Ollioules avec Trompettes et Bourguignon Urban-Blues, Aude Azime (théâtre), Colin-Maillard Conradkilian, CallXit Meille, et... Stands, expos, bouffe, buvette Bons de soutien : 12 F disponibles à la librairie ALINEA-rue Félix Pyat à Toulon

Le groupe E. Varlin organise une réunion-débat sur ETRE ANARCHISTE EN 80 l'engagement militant pour une contre-culture anarchiste notre projet social VENDREDI 6 JUIN à 20 h 30 salle du patronage laïque 72 ave Félix Faure 75015 Paris

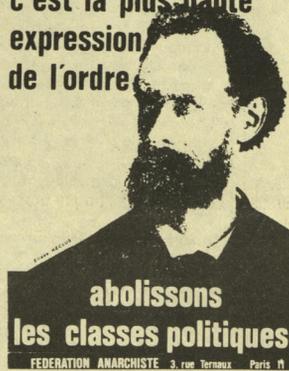
Le groupe F.A. du Havre présente une expo sur Louise Michel du 31 mai au 7 juin au CES 16 rue Jules Tellier au Havre Tous les soirs de 18 à 20 h et le dimanche 1° juin de 15 à 19 h.

A l'occasion du 150° anniversaire de la naissance de Louise Michel le groupe Louise Michel organise LE JEUDI 5 JUIN à 20 h 30 en son local 10 rue Robert Planquette (m° Blanche ou Abbesses) une conférence-débat Louise Michel, le profil d'une militante anarchiste

Le groupe Les Temps Nouveaux organise en son local 17 rue Charles Gros à Troyes (1° porte à gauche) une réunion-débat à 20 h 30 L'après-titisme MARDI 17 JUIN

Le groupe de Ris-Orangis vient d'éditer une affiche antimilitariste de soutien aux déserteurs, insoumis et objecteurs en lutte 2,00 F l'unité 0,60 F l'unité au-dessus de 10 ex. PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS DE 10 EX.

**L'ANARCHIE c'est la plus haute expression de l'ordre**



**Affiche éditée par le groupe du 19 juillet**

0,25 F l'unité 2 F au-dessus de 10 exemplaires PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS de 10 EXEMPLAIRES

Vient de paraître

**VOLONTÉ ANARCHISTE N° 10-11 Proudhon et l'autogestion de Jean Bancal**

EN VENTE A PUBLICO : 20 F (numéro double)

Vous pouvez également vous abonner à Volonté Anarchiste : 8 numéros : 80 F ; soutien : 120 F. Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir le ou les numéros déjà parus. Adresse pour les abonnements : groupe Fresnes-Antony 34 rue de Fresnes 92160 Antony. Règlez votre abonnement à CCP A.S.H. 2160042 C Paris.

### Antimilitarisme libertaire

Feuille spéciale tirée à l'occasion de la journée de résistance à la militarisation 100 exemplaires : 25 F Un exemplaire (pour information) : 1,30 F

### LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289.15 Paris

	TARIF		Etranger
	France	Sous pli fermé	
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

**Abonnez vous**

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom.....  
 N° ..... Rue .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 à partir du N° ..... (inclus) ..... Pays .....  
 Abonnement  Reabonnement  
 Règlement (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Une fédération CNT vient de se créer dans la région Rhône-Alpes. Des permanences se tiennent 21 rue Marcellin Berthelot à Cluses (74).

Des militants anarcho-syndicalistes assurent à Perpignan des permanences au CES 48 rue des Augustins chaque jour de 14 à 16 h et le samedi de 10 à 12 h.

La prochaine séance du TPFA de Reuilly, rue de Reuilly (M° Reuilly-Diderot), aura lieu le 6 juin à 13 h. Cette séance sera plus spécialement consacrée aux insoumis.

Le collectif Paroles insoumises édite des affiches (0,50 F l'unité) et des tracts (5 F les 100) pour soutenir *Avant Recherche*. Ce matériel est disponible à Publico. NE PAS OUBLIER LES FRAIS DE PORT.

François Rodriguez, insoumis, s'est livré à la gendarmerie de Toulouse le 21 mai. Il est actuellement aux arrêts de rigueur à la caserne Niel pour refus du port de l'uniforme, et a entamé une grève de la faim.

Gaston Couté  
1880 - 1911  
dont le langage sort du terroir  
une langue drue, saine,  
violente et tendre...  
*La Chanson d'un Gâs  
qu'a mal tourné*  
par  
Bernard Meulien  
et Vania Adrien Sens  
dix années après leur création au  
« Pétrain » de la rue Mouffetard  
vous proposent  
10 représentations  
exceptionnelles  
du 18 au 28 juin à 21 h.  
sauf dimanche 22 : matinée à 18 h.  
Relache mardi 24  
A la Tanière  
45 bis rue de la Glacière  
Paris 13°  
Tél. 337-74-39  
Entrée : 25 et 30 F.  
avec l'exposition du  
Vent du Ch'min

et le 29 juin, de Paris, ils tenteront, comme l'ont fait Gaston Couté et son ami Lucas, en 1899, de rallier Beaugency et Meung-sur-Loire à pied, en hommage à tous les traîneurs. Ils donneront quelques spectacles s'il leur reste assez de souffle... aux étapes. Arrivée approximative le 14 juillet.

Sommaire

**PAGE 1**  
Le pape à Paris

**PAGE 2**  
Activités F.A.

**PAGE 3**  
Pas de politique dans la fête  
En bref  
Amis Lecteurs  
Souscription

**PAGE 4**  
Procès antimilitaristes  
Larzac  
Très très cher pape

**PAGE 5**  
Sécurité sociale, diminution  
du temps de travail

**PAGE 6**  
Corée du Sud  
Informations internationales

**PAGE 7**  
Notes de lecture  
Spectacles  
Billet de J.P. Sèvres  
Bande dessinée

**PAGE 8**  
1984 : responsables,  
encore un effort...

# Amis Lecteurs

Voici déjà quelques mois que nous vous avons annoncé un prochain changement d'adresse. Par le refus du propriétaire de la rue Ternaux de renouveler notre bail, nous étions placés devant une contrainte. Il ne tenait alors plus qu'à nous de transformer cet impératif en élément de développement de notre organisation. C'est ainsi que nous avons lancé une souscription dans le *Monde Libertaire*.

Vous avez été nombreux à répondre à notre appel pour réunir la somme nécessaire. En ce sens, la souscription a démontré qu'un nombre important d'amis, de compagnons, étaient prêts à nous aider.

Ne disposant malheureusement pas du temps nécessaire pour réunir l'intégralité de la somme dont nous avons besoin, nous avons été obligés de contracter un emprunt. Cet emprunt de 200 000 F va nous permettre d'acheter un local plus spacieux et mieux desservi que la rue Ternaux. Nous pouvons presque ainsi vous assurer dès maintenant qu'il n'y aura pas d'interruption dans la diffusion des œuvres anarchistes par notre librairie.

Cependant, il ne faut pas croire que cela va aller sans nous poser des problèmes. Si, par un emplacement plus favorable, nous pouvons espérer développer encore nos ventes, il faut savoir, qu'alors que nous louons 800 F par mois la rue Ternaux, il nous faudra rembourser 3 100 F par mois le prêt consenti.

Aussi, c'est une nouvelle fois vers vous, amis lecteurs, que nous sommes obligés de nous tourner pour vous demander de poursuivre votre souscription. Pour ce pas important que nous pouvons franchir, nous avons besoin de votre aide.

Par vos souscriptions immédiates, vous nous aiderez à financer les travaux nécessaires à notre installation.

Par vos souscriptions ultérieures, vous nous aiderez à rembourser l'emprunt que nous avons dû contracter. La moindre somme envoyée régulièrement sera essentielle pour notre librairie. Nous tenons à votre disposition, si vous le désirez, des formulaires de prélèvement automatique qui vous permettront de souscrire chaque mois sans avoir à quoi dérangier.

25 F, 50 F, 100 F. Souscrivez, chaque mois, selon vos possibilités :  
**SOUSCRIVEZ POUR UNE LIBRAIRIE ANARCHISTE PLUS GRANDE, MIEUX PLACEE !**  
**SOUSCRIVEZ POUR QUE LES PROPOSITIONS ANARCHISTES SE PROPAGENT SANS ARRÊT !**

Salutations libertaires  
Les Administrateurs

Pascal BEDOS - Hervé TRINQUIER

## SOUSCRPTION

HEMY Jean.....	220 F	PUBLICO.....	300 F
GISBERT Antoine.....	70 F	Liaisons Florac-Le Vigan.....	45 F
BIDAUX Didier.....	35 F	BOURDAIS C.....	20 F
LASFARGUES André.....	20 F	POISSON-QUINTON.....	100 F
DELVALLEE Moïse.....	20 F	Groupe de Limoges.....	148 F
Liaison Orléans.....	19 F	COTTE.....	50 F
Groupe Jacob.....	790 F	Groupe Varlin.....	900 F
Liaison Metz.....	100 F	Groupe E. Reclus-Angers.....	420 F
Groupe Kropotkine.....	2000 F	Groupe de Mulhouse.....	90 F
RICHARD Jean-Claude.....	50 F	MATEOS Georges.....	269 F
QUIVY Thierry.....	40 F	RAYNAUD J.M.....	1000 F
BUREAU Alain.....	100 F	Groupe Orsay-Bures.....	500 F
CALDERON A.....	30 F	Auzanneau Georges.....	500 F
ARNAUD J.P.....	100 F	Marzocchi (Italie).....	500 F
BROSSON Roger.....	30 F	ELIARD Michel.....	20 F
MICHEL.....	100 F	JORDY J.....	495 F
DUPERRAY Jean.....	20 F	Groupe Entraide-le Havre.....	300 F
DEBIEU Fernand.....	20 F	Groupe Louise Michel.....	4100 F
LAMBLIN Alain.....	500 F	DELANGÉ M.L.....	300 F
LE BIDEAU Jean.....	20 F		
CHAUDESSOLL J.Louis.....	50 F	Total.....	14 461 F
MEALLIER Pierre.....	20 F	Totaux précédents.....	60 814 F
FABRE.....	50 F	<b>Total général.....</b>	<b>75 275 F</b>

Pour un nouveau local  
**SOUSCRIVEZ**

## PAS DE POLITIQUE DANS LA FÊTE !

Lundi 26 mai se déroulait aux Mureaux (Yvelines) un défilé de chars fleuris sous l'égide de diverses associations dont la FNACA (anciens combattants d'Algérie). Une bonne occasion pour les groupes écologiques, de femmes, antimilitaristes et de la F.A. des Mureaux de rappeler « que du Larzac à Plogoff, les chars ne sont pas fleuris ! ».

uniforme de la municipalité (communiste) tentaient d'arracher les banderoles et interdisaient l'inclusion dans le cortège avec voiture à l'appui. Après des heurts divers avec les flics, le maire et ses collaborateurs, notre cortège (une trentaine de personnes) précéda le défilé et recueillit de nombreux applaudissements. Des militants CFDT d'un hôpital local devaient d'ailleurs, eux aussi, se faire éjecter en début de parcours.

Une fois de plus, le refus de mélanger « fête et politique » s'est manifesté, aussi bien de la part des associations que de la municipalité de « gôche », nous reprochant notre « irresponsabilité » ! Position absurde puisque dans le cortège des chars représentaient, entre autres, des fusées Ariane (la SNECMA possède une « succursale » aux Mureaux). Et la fusée Ariane, ce n'est sans doute nullement la représentation d'objectifs politiques, commerciaux et militaires ?

Laissons les imbéciles hurler entre eux : lundi la fête ; mardi : le pointage ! En attendant, rendez-vous le dimanche 8 juin au gymnase P. de Coubertin des Mureaux, à partir de 14 h 30 : la fête antimilitariste battra son plein !

Groupe PRUDHOMMEAUX



L'intervention s'est effectuée avec banderole, tracts et un très réaliste char d'assaut, confectionné avec des matériaux divers. Tout le monde ne la constatait pas d'un très bon œil, puisque dès le début les larbins en

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Fédération Anarchiste se solidarise avec les camarades d'*Avant Recherche* qui subissent à nouveau la répression étatique. Par le biais de l'interdiction de cette revue, il est évident que le pouvoir cherche à frapper et neutraliser le mouvement antimilitariste. La plainte déposée par le ministre des Armées doit nous faire prendre conscience que c'est l'ensemble du mouvement qui est visé aujourd'hui.

Le pouvoir n'a jamais accepté les diverses attaques menées par les réfractaires à l'armée et à la militarisation de la société (objecteurs, insoumis, déserteurs, etc.). Celui-ci n'a jamais pu récupérer ce mouvement de contestation, cette remise en cause totale de l'armée, que ce soit par les individus, les groupes ou les organisations.

Les antimilitaristes ont toujours été considérés comme des ennemis intérieurs et en cela, l'Etat a raison, car ils n'accepteront un quelconque remodelage de l'armée, mais lutteront purement et simplement pour sa destruction et l'abolition de toutes structures étatiques garantes de la société de classes.

Aujourd'hui plus que jamais, c'est l'ensemble du mouvement antimilitariste qui se doit de répondre à cette nouvelle provocation des bellicistes.

Face à la censure d'*Avant de recherche*, face à la répression qui l'affecte, nous nous solidarisons avec les camarades qui l'éditent, et c'est pour ces raisons que les colonnes de notre journal leur ont été ouvertes. La Fédération Anarchiste apporte ainsi son soutien moral et pratique, un soutien à la lutte que nous menons tous pour la destruction de toutes les armées.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

## AVIS DE RECHERCHE

en cavale

## LARZAC : vous avez dit récupération ?

P our avoir incité les paysans du Larzac à utiliser tous les recours de la procédure judiciaire, François Roux de Lunel (Hérault), avocat des paysans, est aujourd'hui inquiété par... ses « collègues », avocats de Millau.

C'est une des premières conséquences indirectes de l'arrêt rendu le 7 mai par la Cour de cassation, à la suite d'un pourvoi introduit par les paysans du Larzac (voir précédent article du M.L.) ; François Roux va être poursuivi devant le Conseil de l'Ordre des avocats de Millau pour « DEMARCHAGE DE CLIENTELE », on croit rêver !

François Roux a fait part de l'attitude de ses « collègues » lors d'une conférence de presse tenue par les paysans du Larzac à Paris : « Je risquais un avertissement, un blâme, voire une suspension », et d'ajouter : « Je crois que certains confrères de Millau ont éprouvé quelque jalousie, car la quasi totalité des personnes qui ont introduit un pourvoi, m'ont choisi comme défenseur ». Est-ce de la jalousie ? A moins que ces chers confrères apprécient la présence des gueules casquées sur le plateau du Larzac ?

Quant aux paysans du plateau, voici ce que déclarait Pierre Burguire : « Cette expérience nous a appris que la lutte militante ne doit pas négliger les recours juridiques qui s'offrent à nous. Nous étions réticents auparavant. Désormais, nous utiliserons toutes les possibilités ». On ne peut être plus clair. C'en est bien fini de l'action directe dans la lutte contre l'extension du camp militaire. La récupération a fonctionné pleinement, vous pouvez être contents de vous, Messieurs les politiciens de tout bord, vous qui êtes les champions du dialogue, de la concertation, vous qui dénaturez toutes les luttes où les gens combattent eux-mêmes sans délégation de pouvoir. Ça vous emmerde que des personnes se prennent en charge et luttent en dehors de vos structures (partis, syndicats, comités...). Et pour confirmer cette récupération, voici la dernière démarche envisagée par les paysans du Larzac : demander au parlement européen la création d'une commission d'enquête sur l'extension du camp militaire.

Sans commentaire et à suivre...  
JEAN-EMILE (Liaison Le Vigan)

## Procès antimilitariste à Limoges (suite)

N otre camarade Robert Laptay passait en procès le mercredi 21 mai au tribunal de Limoges pour dégradation de monument aux morts (bombages antimilitaristes) et destruction de drapeaux nationaux.

A 14 h., une quarantaine de personnes, venues le soutenir, pénétraient dans le tribunal, entourées, bien entendu, par le cortège habituel de flics et de RG.

Lorsque le juge appela Robert, ce fut une vingtaine de personnes qui s'avancèrent (dont Robert) baïllonnées avec des foulards, afin de protester contre la sale manie de certains juges à faire évacuer la salle pour simple chuchotement, comme au dernier procès d'objecteurs à Limoges.

Robert expliqua alors son refus de se justifier devant un tribunal qu'il ne reconnaissait pas, mais qu'il n'hésiterait pas à le faire devant la population. Cette attitude de rupture avec le cinéma habituel des procès, ne devait pas manquer d'étonner juges et journalistes présents dans la salle. Nous fûmes encore plus surpris lorsque l'on apprit que le procès était de toute façon renvoyé au 18 juin (qui a parlé de l'appel du Général ?), le préfet ayant décidé de se porter partie civile (on ne déshonore pas le drapeau français impunément, Monsieur !).

En sortant du tribunal, nous rendions une petite visite à la presse locale, qui n'avait pas manqué de déverser son flot de mensonges et de crapuleries à la suite de cette affaire. Robert demandait simplement un droit de réponse, ayant été nommé

ment mis en cause par cette presse. Cela n'alla pas sans difficultés, notamment dans les locaux de l'Echo du Centre (journal communiste), dont le directeur refusait tout droit de réponse et menaçait de nous vider manu militari (les bras musclés du PC étaient accourus en toute hâte). Nous décidâmes de nous asseoir par terre et c'est au bout d'une heure d'occupation que le directeur finit par accepter un droit de réponse à Robert, entendu qu'il se réservait le droit d'ajouter des commentaires en caractères gras à l'article, ce qu'il fit le lendemain (... nous combattons, nous continuerons à combattre les actions...). Notons que FR3 Limousin a passé un communiqué le soir même aux informations régionales, à la suite de notre intervention dans ses locaux.

Robert organisait le lendemain une réunion d'information à Bellac (lieu de son crime), marquée notamment par le comportement troublant d'un fanatique de la France, qui n'hésita pas à apporter ce qui restait des drapeaux brûlés (quelques bâtons cramés) dans la salle et à se recueillir, au garde-à-vous, devant ces restes, dans l'hilarité générale de la salle.

Lors de cette réunion, Robert s'attacha à expliquer ce qu'il avait voulu dire lorsqu'il avait bombé sur les murs de Bellac : « Armée : crime, armée ennemi du peuple, l'armée hors des écoles ».

Affaire à suivre donc, au 18 juin...

Groupe libertaire  
de LIMOGES

## Procès antimilitariste à Amiens (suite et fin)

A plusieurs reprises les lecteurs du M.L. ont pu suivre le compte rendu du procès de trois militants et d'un sympathisant du groupe anarchiste d'Amiens (F.A.), inculpés d'« injures et diffamation envers l'armée », pour avoir écrit et fait connaître quelques vérités bien senties sur notre glorieuse armée (voir M.L. des 30-11-78, 20-12-79, 24-1-80 et 24-4-80).

À plusieurs reprises les lecteurs du M.L. ont pu suivre le compte rendu du procès de trois militants et d'un sympathisant du groupe anarchiste d'Amiens (F.A.), inculpés d'« injures et diffamation envers l'armée », pour avoir écrit et fait connaître quelques vérités bien senties sur notre glorieuse armée (voir M.L. des 30-11-78, 20-12-79, 24-1-80 et 24-4-80).



Rappelons simplement qu'ils avaient été condamnés à deux mois de prison avec sursis avec inscription au volet B2 du casier judiciaire, d'où une interdiction professionnelle à la clef.

Sitôt connu ce verdict, le groupe d'Amiens avait repris son agitation antimilitariste en distribuant notamment de nouveau le tract incriminé : le 31 mars, dix-neuf personnes se rendaient devant les Nouvelles Galeries... avant d'être interpellées, fichées et photographiées quelques heures plus tard. Le 26 avril, un nouveau groupe de huit personnes allait continuer le travail inachevé, aux N.G., alors qu'un autre d'une dizaine de personnes allait faire de même et accrocher une banderole aux grilles de la mairie. Bizarrement, seul le groupe des N.G. sera interpellé (il est vrai que le samedi il y a des mariages à l'Hôtel de Ville !), ce qui faisait au total vingt-sept interpellations, donc autant de nouvelles menaces de procès.

Enfin, le 29 avril avait lieu le procès en appel, après que notre groupe, le parti socialiste, la section d'Amiens du mouvement de la jeunesse socialiste, le groupe des étudiants socialistes, le groupe antimilitariste et la Ligue des Droits de l'Homme aient demandé dans le quotidien local la relaxe pure et simple des inculpés. Le procès se déroula devant près de deux cents personnes et, contrairement à la pre-

mière fois, les inculpés pourront développer eux-mêmes leur défense et expliquer point par point le contenu du tract ; défense efficace puisque les juges durent admettre qu'il n'y avait pas eu de diffamation et donc abandonnèrent ce chef d'inculpation. Quant à notre avocat, il se cantonna une nouvelle fois sur le terrain juridique et mit en évidence quelques irrégularités qui

émaillaient le dossier. Ce travail accompli, les magistrats se donnèrent trois semaines pour arriver à mettre de l'ordre dans leurs idées : finalement, le verdict fut rendu le 27 mai : 1000 F d'amende pour chacun et les frais du procès.

Si ce verdict est en retrait par rapport au précédent, il n'en demeure pas moins inadmissible puisqu'il s'en prend directement aux moyens financiers des groupes qui contestent radicalement l'ordre établi (à l'occasion de ce procès près de 10 000 F ont été dépensés : frais d'avocat, de justice, amendes, propagande), ce qui à la longue peut être un excellent moyen d'étouffer leur action militante. Désormais, pour distribuer un tract antimilitariste, il faudra avoir les moyens d'indemniser le préjudice que subit l'Etat !

Néanmoins ce procès aura été pour nous l'occasion d'avoir une tribune antimilitariste permanente, d'autant plus que la presse locale a correctement fait son boulot... puisqu'elle a plus ou moins soutenu et publié intégralement nos communiqués, ce qui s'est traduit par un renforcement important de notre groupe. Si l'Etat nous a soutiré du fric, il a en même temps poussé vers l'anarchisme organisé un certain nombre de gens qui se cantonnaient dans la mouvance libertaire.

Groupe anarchiste d'AMIENS

## Très cher, très très cher Jean-Paul

Monsieur Pape est si simple qu'on dirait vous ou moi : il est né un beau jour sans intervention du Saint-Esprit et il a vieilli sans miracles. Pourtant, il n'est pas Monsieur Tout-Le-Monde.

En examinant de plus près sa façon de se déplacer, on a vite confirmation que ce chrétien-là pratique bizarrement l'humilité. Pour la seule municipalité de Paris, la venue du saint homme coûte la bagatelle de six millions de francs (service compris ?),



Le capital pour l'oppression, l'armée pour l'aviilissement, la religion pour l'abrutissement.

autrement dit, la paye d'un smicard pendant plus de deux cents ans (un peu d'éternité en quel que sorte).

Il est vrai que sa visite est peu courante et outre le fait qu'elle va certainement relancer le commerce des bréviaires et des missels, on a eu droit à un spectacle à faire pâlir un patron de cirque. Le secret ? Il est simple. Monsieur Pape ne fait pas de politique. Il vient nous dire que tous les hommes sont frères et que bonheur et justice ne sont pas de ce monde.

Il faudrait avoir, suite à ce beau sermon, bien peu de foi pour reprocher à nos laïques élus de participer à la grande œuvre avec notre misérable argent.

Si l'on ajoute aux sommes dépensées pour l'installation des foules, les frais de sonorisation, les frais d'essence des voitures et des cars, les sommes engagées pour la protection et la sécurité du grand visiteur (j'en passe et des meilleures), on arrive rapidement au vrai miracle : EN PLEINE PERIODE D'INFLATION L'ARGENT NE MANQUE PAS.

Qu'importe que toute cette mise en scène ait du succès ou non :

A GENOUX,  
ON NE PEUT PAS LUTTER  
JEAN (gr. de Villejuif)

## Si Dieu existait, il faudrait l'abolir !

M. BAKOUNINE

Dieu et l'Etat

D... cupati... tronati... ce son... ciale e... journée... siques... fois au... conom... devient... le chô... tectio... cellen... sont tr... frent l... mie de... nent r... impose... tion au... ficatio... tème n... fisait... à la té... res gé... dérati... en trait... cience... tater le... syndica... pousse... tation... titution... refonte... de clas... la reve... vocatio...

Cette... guy, Be... pas ent... sens qu... essenti... Maire p... raison... tuation... vérité e... nait à c... travail... lisé pou... la situ... dait Ber... « droit... prouve... res, et S... un éclai... que pen... gne élec... il cultiv... est un h... à la ver... de vérité... en relief... des moy... pour rég... Sécurité... nution c... à partir... ter dans... tés de l'é... née nati... tation av... organis... rituel. L... effort... Même d... songe es... conserva... carte, un... par ci... que en d... par là... « respons... un peu de... possible... d'aller pl... vrai, mai... depuis de... ple à la r... possible... vardages... grande m... toires do... blient de... syndicalis... nable, si... syndicale... tisme, qu... cents cor... comptait

## Deux dossiers sociaux en question : la Sécurité sociale la diminution de la journée de travail

Deux dossiers ont pris la première place dans les préoccupations des salariés, du patronat et des pouvoirs publics, ce sont ceux de la Sécurité sociale et de la diminution de la journée de travail. Dossiers classiques qui reviennent chaque fois au premier plan, lorsque l'économie est en crise, alors qu'il devient indispensable de résorber le chômage et d'assurer la protection sociale. Dossiers par excellence réformistes lorsqu'ils sont traités dans le cadre qu'offrent les possibilités de l'économie révolutionnaire lorsqu'ils imposent, pour donner satisfaction aux travailleurs, des modifications profondes que le système ne peut supporter. Et il suffisait, l'autre soir, de regarder à la télévision les trois secrétaires généraux des grandes confédérations syndicales réunis pour en traiter, pour en prendre conscience, et en même temps, constater les limites du mouvement syndical, lorsqu'il se refuse à pousser la logique de ses constatations au-delà du cadre constitutionnel, pour proposer une refonte du système économique de classe, ce qui est, à côté de la revendication réformatrice, sa vocation originelle !

Cette confrontation entre Séguy, Bergeron et Maire, ne fut pas entièrement négative, en ce sens qu'en marge des questions essentielles, on a pu entendre Maire par exemple, déclarer avec raison que l'analyse d'une situation passait d'abord par la vérité et que la vérité se bornait à constater que le monde du travail n'était pas encore mobilisé pour les luttes décisives que la situation impose. On entendait Bergeron faire allusion au « droit à la paresse », ce qui prouve qu'il a de bonnes lectures, et Séguy, avec dans les yeux un éclair évangélique, affirmer que pendant la prochaine campagne électorale, comme Candide, il cultiverait son jardin, ce qui est un hommage du vice rendu à la vertu. Mais ces moments de vérités ne font que mettre en relief les limites et la pauvreté des moyens qu'ils préconisent pour régler les problèmes de la Sécurité sociale et de la diminution de la journée de travail à partir de leur volonté de rester dans le cadre des possibilités de l'économie du pays. Journée nationale de grève, concertation avec le patronat, avec les organismes d'Etat. Il s'agit du rituel ! Un peu plus... un petit effort... c'est pas possible...! Même dans ce cadre, le mensonge est de la partie, chacun conservant dans sa manche une carte, une coupure de courant par ci... un reliquat économique en direction des bas salaires par là...! Naturellement, nos « responsables » admettront avec un peu de réticence qu'il n'est pas possible dans le contexte actuel d'aller plus loin. C'est peut-être vrai, mais à qui la faute ? Oui, depuis des années, incite le peuple à la raison, au tout n'est pas possible, à l'efficacité des bavardages gouvernementaux, à la grande messe des défilés expiatoires dont les lendemains oublient de chanter, si ce n'est ce syndicalisme moderne, raisonnable, sinon ces organisations syndicales atteintes de gigantisme, qui comptent leurs adhérents comme le père Gaspard comptait ses écus, et qui, après

de savantes études, écartent des moyens de luttés tous ceux qui pourraient heurter telle ou telle fraction de leur clientèle, à qui elles pourraient déplaire. Ce qui, à partir de la diversité de leur clientèle, les châtre ! Ceci a multiplié la politique des hiérarchies de fonctions, qui s'est traduit par la multiplicité des hiérarchies de salaires, ce qui rend les travailleurs dépendants de leur « plan de carrière », machine à dévoyer les luttes sociales et qui est due à la convergence entre les syndicats, les patrons et l'Etat, chacun y trouvant son compte. Le fruit de cette politique menée à l'aide d'une phraséologie et de méthodes appropriées à chaque centrale syndicale, a démobilité les travailleurs et aujourd'hui, lorsqu'on

création des assurances sociales ! C'est vrai, ils ne furent pas seuls, nous aussi. Mais il faut rétablir cette vérité dans un contexte historique. La CGT venait de faire sa scission au Congrès de Lille en 1921, et sous l'influence de Jouhaux et de quelques autres, les syndicalistes réformistes tiraient les leçons de l'échec de l'expansion de la révolution russe. Ils étaient décidés à pénétrer dans les rouages de l'Etat, pour le « transformer ». Ils furent naturellement à l'origine de la campagne pour les assurances sociales. Les communistes et les anarchistes qui avaient créé la CGTU, croyaient encore à une transformation possible de l'économie de classe, et ils furent contre des assurances sociales qui risquaient de stabi-

non plus seulement à partir du personnel employé dans l'entreprise, mais sur son chiffre d'affaires. Ce qui reviendrait à faire payer les machines qui, dans l'entreprise, ont remplacé les hommes. Les patrons, naturellement, s'opposent à ce financement logique, eux qui s'apprentent à compenser la diminution des heures de travail, non pas en embauchant, mais en remplaçant les hommes par des machines qui, elles, ne paient pas de charges sociales. Faire payer la cotisation sociale par le budget de l'entreprise sans tenir compte des crieries patronales et des nécessités de l'entreprise que les travailleurs ne sont pas chargés de diriger, fait passer la revendication réformatrice en une revendication de structure,

prise les rapports entre les hommes, et créerait un mode de vie différent. Il est certain que les 35 heures imposeraient une dure secousse aux entreprises qui devraient s'adapter ou disparaître ! Pour être remplacées par quoi ? Voilà la question ! Pour être remplacées par des structures qui supporteraient les 35 heures ! Naturellement, on nous rétorquera que dans ce domaine de la diminution de la journée de travail, nous sommes tributaires des autres pays à économie développée, que les 35 heures alourdiront la part du salaire dans le prix de revient de l'objet fabriqué, que nous ne serons plus concurrentiels ! C'est vrai, mais le salaire circulant à travers le pays est une incitation à la production et permet une accélération de la rotation, salaire, prix de fabrication, profit, amortissement, prix de vente, etc. Et puis en attendant de réduire le profit aux strictes nécessités des infrastructures essentielles à la vie communautaire, on peut toujours faire une petite ponction sur son taux, au nom de la charité chrétienne, de la solidarité nationale, de la patrie, etc, dont Debré sait si bien parler ! De toute manière, l'instauration des 35 heures dans un quelconque pays industrialisé provoquerait aussitôt un soulèvement social chez les autres et l'équilibre entre les travailleurs des différents pays serait rapidement rétabli. Et puis, pour accélérer le mouvement, il y a l'Internationale, je pense. Et justement, l'Internationale réformatrice vient de déclencher une campagne sur les 35 heures.

Il n'est pas vrai que les dirigeants syndicaux ne voient pas clair dans cette évolution ! Bergeron disait que le monde se transforme... c'est vrai, et devant ses yeux, alors qu'il essaie d'en modérer ses conséquences sans essayer d'en changer le cours. Maire expliquait les limites que le contexte social imposait à la combativité des travailleurs, sans expliquer que malgré ces difficultés, la lutte révolutionnaire était la seule chance de sortir de cette situation bloquée. Séguy voyait bien les insuffisances du rapport Giraudet qui risquait de démobiler, par ses faussemblants, les travailleurs, mais Séguy traîne comme un boulet la responsabilité communiste dans la dépersonnalisation de la CGT.

J'ai fermé les yeux un instant ! Je les ai vus crier tous les trois que toutes ces tractations étaient de la merde, qu'elles contribuaient à conforter le système, à l'aider à franchir le cap de la restructuration, que l'instant était venu d'appeler les paysans aux fourches, les travailleurs aux pavés, les jeunes à leurs rêves fous, dont on finira bien un jour par en réaliser une partie. J'ai rouvert les yeux, ce n'était qu'un instant de fatigue ! Et je les ai vus tous les trois, gesticulant avec conviction, sans parvenir à sortir de la piste que le système économique capitaliste leur a tracé pour leur permettre de se mouvoir sans trop faire de dégâts.

Cependant, je me suis senti ragaillardir en me souvenant que les chefs, l'histoire nous a appris qu'il fallait les pousser dans le dos pour leur faire prendre le chemin de la raison. Alors... hardis les gars, poussons !

MONTLUC



ils appelle à la lutte, ils ouvrent des yeux étonnés, persuadés que leur timbre payé à cette société d'assurance qu'est devenu le syndicat, ils n'ont pas à se priver d'un long week-end. Les maigres cortèges, les grèves sporadiques, les salles de meeting à demi-pleines, toutes ces manifestations médiocres grossies pour le communiqué, sont le fruit de l'abandon au profit d'un réformisme frileux et strictement inscrit dans les « possibilités » de l'entreprise, du syndicalisme révolutionnaire qui devait être le sceau final à la somme des luttes pour améliorer le sort des travailleurs.

Les travailleurs ne croient plus... ne veulent plus... ne souhaitent plus... ? Eh bien, il faut leur réapprendre que l'essentiel reste les luttes ouvrières, dont la concertation n'est rien d'autre que le fruit. Et cette vieille stratégie des luttes ouvrières n'a jamais été aussi vraie que lorsqu'elle s'applique à ces deux dossiers fondamentaux, que sont la Sécurité sociale et la diminution des heures de travail !

C'est une vieille histoire que celle de la Sécurité sociale, et Bergeron, s'adressant au public, laissait entendre que les amis de Séguy avaient été contre la

liser le système capitaliste de classes ! Je fus de ceux-là et je n'en rougis pas ! Les réformistes ont eu raison et le capitalisme a gagné à l'aide des assurances sociales et de bien d'autres « réformes ». Je ne sais pas s'il y a lieu d'en être bien fier ? Mais aujourd'hui les assurances sociales existent, transformées en Sécurité sociale, et ce problème doit être vu à travers l'actualité.

Je ne rentrerai pas dans le fouillis de tractations entre l'Etat, le patronat et les syndicats, à propos de la Sécurité sociale, le lecteur est renseigné par son quotidien ou son poste de télévision. Mais tous les problèmes en discussion sont dominés par un seul qui conditionne tous les autres, le financement de l'organisme ! Le régime, débordé par l'extension des soins de santé, appauvri par l'augmentation du chômage, coïncé par les exigences financières de la profession médicale, envahi par la multiplicité des médicaments, ne peut plus faire face. Le seul problème véritable à partir duquel tous les autres peuvent être réglés, c'est le financement ! Un seul moyen permettrait de financer la Sécurité sociale, ce serait de prélever la cotisation,

à partir de ce raisonnement très simple, le système s'incline ou il laisse la place à un autre !

La diminution des heures de travail est une revendication encore plus vieille que la couverture sociale. Et Bergeron avait bien raison de citer à son propos la brochure de P. Laffargue que les syndicats russes ne semblent pas avoir rééditée ! La diminution des heures de travail et leur aménagement tels que le préconise le rapport Giraudet, ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau, et Séguy n'avait pas tort de le souligner. Seule une diminution totale, avec la barre mise aux 35 heures, permettrait de trouver une solution au chômage et à divers autres problèmes sociaux. L'économie capitaliste de marché ne pourrait pas la supporter ? La belle affaire ! La santé de l'économie capitaliste de marché ne m'a jamais empêché de dormir. Contrairement à ce que prétendent certains, c'est une revendication révolutionnaire, dans ce sens qu'elle apporterait des bouleversements profonds à l'économie de marché, qu'elle imposerait d'autres choix dans la production, qu'elle transformerait à partir d'une distribution différente des revenus de l'entre-

# Face à la crise mondiale du capital : vers l'offensive prolétarienne en Corée du Sud ?

Les violentes émeutes qui ont touché la plupart des grands centres industriels, viennent une fois de plus, après les récentes grèves des ouvriers du textile, nous rappeler toute la profondeur de la crise mondiale actuelle du capital (cf. M.L. n° 359, 360) et de ses inévitables effets dans la péninsule sud-coréenne.

L'étendue et la vitesse avec lesquelles le mouvement s'est spontanément propagé, démontre combien la période de restructuration capitaliste contemporaine est un moment crucial de « montée » des luttes prolétariennes, même si ces dernières ne parviennent pas encore à clairement dépasser l'impasse revendicative pour parvenir à un stade offensif et révolutionnaire qui verrait la classe consciente de ses intérêts REELS. La Corée du Sud vient de connaître une flambée de violence ouvrière (bien entendue présentée par les médias comme une « passagère » bougeotte estudiantine relayée par les défenseurs des droits de l'Homme...) fortement significative !

Si le manque de perspectives politiques précises et la répression féroce de l'appareil militaire-policière, qui a fait des centaines de morts et des milliers de blessés, ont pu momentanément stopper le mouvement insurrectionnel, il n'en reste pas moins vrai que la réédition de tels événements risque sans aucun doute (la crise s'intensifiant !) d'avoir de nouveau lieu dans les mois à venir.

Effectivement, la situation socio-économique du prolétariat sud-coréen est aujourd'hui en-deçà de la banale et simple survie. En moyenne, un ouvrier se lève vers 5 h 30 et de 7 h du matin jusqu'à bien souvent 18 ou 19 h du soir, il travaillera ainsi sans relâche dans la fumée, le bruit et la poussière ses six jours par semaine, parfois même sept. Et pour ses soixante heures hebdomadaires, il touchera à peu près 54 000 wons, c'est-à-dire 540 F par mois. Quant aux femmes (phalocratie capitaliste oblige !), elles, pour le même esclavage, elles ne gagnent que 50 000 wons, soit 500 F mensuels. Dans un pays où la militarisation du travail est totale, on comprend facilement l'empressement caractéristique dont font preuve les investisseurs étrangers quand on sait que le coût salarial horaire d'un travailleur sud-coréen est de 2,68 F alors qu'il est de 29 F en France. A titre d'exemple, en Corée du Sud, Peugeot fait assembler des 604 destinées à l'exportation et Rhône-Poulenc et Pechiney ont investi des millions de dollars dans la production de carbone et d'aluminium.

Mais à l'heure actuelle, le capitalisme sud-coréen connaît une inflation de près de 30%, due en grande partie à la croissance démesurée de sa masse monétaire perpétuellement élargie par le nombre important de devises gagnées sur le marché moyen-oriental (où bien entendu il est hautement compétitif !). Ce qui, dès lors, pousse la bourgeoisie et le gouvernement à restreindre d'une part le crédit et d'autre part la croissance de la masse monétaire.

Aujourd'hui, on assiste à une dégradation sensible des échanges extérieurs ; au milieu de l'année dernière, les importations avaient augmenté de 44%, c'est-à-dire atteint les 13 milliards de dollars, tandis que les exportations, elles, n'avaient augmenté que de 20%, c'est-à-dire qu'elles totalisaient moins de 10 milliards. Dès lors, avec la hausse des coûts pétroliers, le déficit risqué d'atteindre cette année les 5 milliards de dollars, alors que la dette extérieure s'approchera encore davantage des 20 milliards.

Dans ces conditions, les restrictions sur le crédit (inévitables à partir d'un certain seuil de crise) ont produit encore davantage de faillites touchant tout autant les grandes entreprises que les moyennes et les petites ; 4,2% de la population active serait aujourd'hui au chômage selon les statistiques gouvernementales (?).

Pour conserver ses atouts dans la guerre économique qui règne sur le marché mondial, la classe capitaliste sud-coréenne a encore dû tasser les coûts

salariaux afin d'enrayer le dérapage des prix. Désormais, comme partout ailleurs, le mot d'ordre du capital est : « Produisez plus et plus vite, tout en gagnant moins ». C'est bel et bien, donc, sur le terrain de la simple survie alimentaire quotidienne que le problème économique-politique sud-coréen se pose.

Les conséquences immédiates de la crise économique mondiale sont avant tout autre chose : la généralisation gigantesque de la misère sociale et humaine qui, en Corée du Sud, pousse une partie croissante de la population prolétarienne à végéter avec moins de 400 F par mois. On comprend dès lors aisément l'insurrection de ces semaines passées qui nous démontre une fois encore que tout sursaut ouvrier est d'abord la résultante des contradictions structurelles du capital et de la crise globale qu'il traverse en ce moment. On comprend aussi toute la portée révolutionnaire d'une telle explosion sociale, dans la mesure où les grèves ont nettement et positivement tourné à l'émeute armée. Le prolétariat sud-coréen (ou tout du moins une partie notable de celui-ci) a apparemment compris que le vrai combat de classe est dans la rue, dans l'affrontement direct avec l'armée, la police, bref avec l'Etat.

En posant des revendications irréalisables par la bourgeoisie en place (levée de la loi martiale, démission du général Chonhe...) les insurgés ont déjà fait un pas, même s'il peut paraître minime, vers la révolution communiste et anarchiste qui seule pourra libérer le prolétariat de Corée du Sud, comme du reste de la planète.

Le prolétariat a peu à peu commencé à échapper à l'emprise idéologique que 18 années de régime Park avaient solidement ancré dans toutes les mentalités. Petit à petit, au fur et à mesure des explosions ouvrières (cf. août 79 à Séoul), la conscience de classe du prolétariat se développe et acquiert chaque fois davantage de maturité. Aujourd'hui, les travailleurs sud-coréens, spontanément, sont sortis de leurs usines et se sont donnés comme but l'affrontement avec l'Etat. Les manifestants se sont directement attaqués à tout ce qui représentait de façon immédiate leur servitude quotidienne : locaux de la radio, des grandes administrations, de la KCIA, partout des comités d'auto-organisation ont été mis en place pour le ravitaillement, les soins et l'armement des travailleurs.

Cette situation générale potentiellement révolutionnaire explique l'attention particulière que lui a témoigné l'impérialisme américain qui entretient en Corée plusieurs escadrons de chasseurs bombardiers F4 et plus de 30 000 hommes, et qui a ainsi tenté de développer l'idée d'une manipulation des insurgés par le régime capitaliste d'Etat de Pnyongyang. Aujourd'hui en Corée se joue pour l'avenir du prolétariat une partie importante qui pourrait bien faire tâche d'huile dans ce « paradis économique et fiscal » qu'est l'Asie du sud-est pour le capitalisme mondial.

La partie semble, dans une première phase, avoir vu la classe ouvrière sud-coréenne vaincue, faute d'une auto-organisation poussée suffisamment loin, mais la partie est loin d'être finie car, avec l'approfondissement insistant de la crise économique du capital, d'autres révoltes prolétariennes sont fort heureusement à prévoir.

Inévitablement, d'autres flambées prolétariennes verront le jour dans cette région du globe capitaliste, et actuellement, à l'inverse de ce qui se passe en Europe, il n'y existe aucune structure d'encadrement syndical ou politique réelle de la classe ouvrière ; gageons que là comme ailleurs, les travailleurs en profitent pour aller jusqu'au but ultime de la logique de classe que leur lutte de chaque jour fait mûrir : la destruction de l'Etat capitaliste quel que soit le drapeau sous lequel il dissimule sa barbarie marchande...

FRANCIS (gr. communiste-anarchiste  
Commune de Kronstadt)

## Allemagne

**ACTION DIRECTE... ET PALABRES** — Le site de Gorleben a été occupé le 1<sup>er</sup> mai et les 10 et 11 mai, 2 000 antinucléaires y ont édifié un village avec l'intention de l'habiter. Cette action directe vaut mieux que l'électoralisme ! Cependant, au début de mai, s'est tenu à Kassel un congrès réunissant un millier de délégués des divers groupements gauchistes : DKP, KBW, Jusos, KPD (ce dernier vient de se dissoudre... par manque d'adhérents et d'audience !). Ce congrès fut surtout animé par Rudolf Bahro qui veut lier le mouvement ouvrier et l'écologie. Le congrès - qui avait attiré les Verts - sera suivi d'un autre congrès avant les élections d'octobre, sur le thème : « Le bloc dominant et l'alternative gauchiste ».

**EN BAVIERE** — Le Landtag de Bavière va s'occuper des licenciements qui ont frappé des porteurs de l'insigne « Stopp Strauss ! » - une affaire dont le M.L. a déjà parlé. Une enquête va recenser les cas de licenciements qui se sont produits dans des entreprises et des écoles. On verra si on respectera la « Loi fondamentale » qui garantit - sur le papier ! - la liberté d'expression. Il y avait un an - le 4 mai - que la police abattait froidement à Nuremberg la « terroriste » Elisabeth van Dyck. Cet anniversaire a été marqué par la manifestation d'une vingtaine de personnes qui ont déposé une couronne devant la maison où avait été tuée Elisabeth, avec l'inscription : « Ici Elisabeth van Dyck fut assassinée ».

**FRANCFORT** — La communauté de travail des éditions d'Alternative (AGAV) existe depuis cinq ans et a tenu en mars déjà parlé. Une enquête va recenser les cas de licenciements qui se sont produits dans des entreprises et des écoles. On verra si on respectera la « Loi fondamentale » qui garantit - sur le papier ! - la liberté d'expression. Il y avait un an - le 4 mai - que la police abattait froidement à Nuremberg la « terroriste » Elisabeth van Dyck. Cet anniversaire a été marqué par la manifestation d'une vingtaine de personnes qui ont déposé une couronne devant la maison où avait été tuée Elisabeth, avec l'inscription : « Ici Elisabeth van Dyck fut assassinée ».

Le 9 mai, à Francfort, le bureau de Gunter Wallraff a été cambriolé et on a volé des documents importants concernant les méthodes de « travail » de la presse Springer et de son journal *Bildzeitung*. Wallraff est bien connu pour une série de reportages sur les entreprises. Ce sont des reportages « vécus », car il a travaillé effectivement dans toutes les entreprises dont il dévoile les dessous. Il y a dix ans, il a pu publier deux ouvrages : *Reportages dans l'industrie* et *13 reportages indésirables*, qui ont eu du succès et lui ont valu l'hostilité des milieux patronaux et de la police. En dernier lieu, il travaillait sous un pseudonyme pour le *Bild*, afin de recueillir des informations. Et ce sont ces informations que la presse Springer avait intérêt à subtiliser !

## hollande

**SOCIAL** — La trêve salariale et les pleins pouvoirs donnés au gouvernement ne font qu'augmenter la misère sociale. Nouvelle vague d'inflation : 1% en avril ! En juin, les ouvriers verront donc leur pouvoir d'achat encore diminué. Les syndicats grognent... mais la Section des ports, à Rotterdam, proteste contre la bureaucratie des Syndicats des Transports. La campagne contre le travail en quatre équipes par jour s'amplifie. Une grève à la raffinerie Mobil-Oil est entrée dans sa cinquième semaine. Les ouvriers ont barré l'entrée et l'entreprise a été fermée. Les patrons attendent de la justice un verdict qui leur sera certainement favorable. La lutte continue, tandis que le gouvernement vient de décréter que les chômeurs qui refusent le travail à quatre équipes ou le travail à une heure de distance, perdront leur indemnité de chômage. Le travail forcé revient à la mode !

Le scandale des déchets toxiques se généralise. Certes, tous les cas signalés dans toutes les régions des Pays-Bas n'ont pas la gravité de l'affaire de Lekkerkerk (dont a parlé le M.L.). Signalements cependant qu'à Venray on a trouvé de l'arsenic dans les eaux du sous-sol, et ces eaux sont mises en usage et réutilisées potables !

Disons quelques mots sur les suites du « couronnement ». La radio socialiste VARA a porté plainte contre le ministre de l'Intérieur qui l'avait accusée de sédition, en raison de commentaires sym-

## MEXIQUE

# La « disparition » : une formule raffinée d'élimination politique

**V**u les pays qui l'entourent, le Mexique, épargné par les dictatures militaires qui sont au continent latino-américain ce que la dictature rouge est aux pays de l'est, jouit d'une réputation faussement libérale que l'éloignement de ce pays et le peu de nouvelles qui en parviennent rendent difficile à ébranler. *Le Monde Libertaire*, qui a déjà évoqué il y a plusieurs mois, la question des « disparus » au Mexique, publie cette semaine de larges extraits d'un texte que nos camarades espagnols réfugiés dans ce pays ont publié dans le numéro de mars de leur excellent journal *Tierra y Libertad*.

Secrétariat aux Relations Internationales F.A.

En quoi se différencient les « disparus » politiques mexicains de ceux du reste du continent sud-américain ? En premier lieu, en ce qu'on trouve parmi eux aucun nom connu, personne qui pourrait intéresser la communauté internationale des écrivains. En second lieu, la majeure partie des prisonniers politiques mexicains sont jeunes (c'est là un grave défaut en Amérique latine). Leur âge varie entre 17 et 30 ans, et leur niveau de vie économique est très bas. Les « disparus » d'origine paysanne sont, dans leur majorité, analphabètes ; en conséquence, ils ignorent la loi et n'ont donc jamais recours au mince avertissement qu'elle peut parfois signifier, bien qu'elle soit au Mexique comme partout en Amérique latine, systématiquement violée. En troisième lieu, seuls les membres des familles des « disparus » ont commencé à dénoncer leur disparition. Si Rosario Ibarra de Piedra (mère d'un disparu) n'avait pas entrepris une campagne de protestation et de diffusion, nous ignorions tout de ce phénomène.

Le Mexique n'est pas une dictature à proprement parler. On y publie en principe ce qu'on veut. Il n'y a aucun écrivain, aucun journaliste prisonnier, ni un seul exilé. On n'y trouve pas non plus d'écrivain, si opposé au gouvernement, qu'il soit tenu d'abandonner le pays. Ou pourrait-il d'ailleurs se rendre sur ce continent quand, précisément, les Latino-Américains se réfugient au Mexique où ils pensent vivre libres !

Dans le cas des « disparus », il s'agit presque exclusivement de personnes engagées dans des actions de guérillas ; ce sont des « dissidents » et en nombre d'occasions on explique leur « disparition » par la mort au cours d'affrontements avec l'armée. En plus de l'infamie que signifie ces « disparitions », il est indispensable de souligner la totale illégalité dans laquelle se développe cette formule de répression politique ultra-raffinée. Comme il n'existe aucun mandat d'amener dicté par une quelconque autorité, il n'est en aucun cas possible de prouver que le « disparu » a été détenu par la police ou les gardes armés des propriétaires terriens. Il n'existe pas un seul registre, aucun indice sur une possible arrestation de la personne. Ainsi, l'appareil juridique se montre impuissant à résoudre un seul des nombreux cas : « Nous ne savons rien... ce n'est pas de notre juridiction... nous ne pouvons rien faire... ».

Commencé alors l'épouvantable, la terrifiante recherche des « disparus » par les familles. Au Mexique, aucune charge n'existe contre eux, personne ne sait. Personne ne peut vérifier la mort éventuelle d'un membre de sa famille. En disparaissant, le « disparu » emporte avec lui son délit et presque toujours son identité. Disparaît également toute possibilité de se défendre, il n'est plus personne, il n'est plus rien.

Le 25 mars 1978, l'un des dirigeants du PMT (parti mexicain des travailleurs), Heberto Castillo, déclarait qu'il y avait « des centaines de prisons militaires clandestines dans la majeure partie du pays, où sont séquestrées par la Brigade Blanche au moins 600 personnes accusées de délits politiques ». Il assurait que dans le Camp militaire n° 1, étaient détenues près de 150 personnes, régulièrement torturées. D'autres se trouvent dans des prisons militaires des provinces de Guerrero, Oaxaca, Sinaloa, Veracruz et Sonora. La Brigade Blanche

est au Mexique ce qu'est l'Escadron de la mort au Brésil, la triple A en Argentine, la Main blanche au Guatemala. Cette Brigade Blanche est dirigée par Miguel Nassar Haro, chef de la Direction fédérale de Sécurité, et ses seconds : Salomon Tanus et Jorge Obregon Lima. Dans un reportage publié le 7 janvier 1980, le journal *Proceso* apporte la preuve de l'existence de cette Brigade Blanche et publie des lettres adressées au chef de celle-ci, lui désignant de nouveaux éléments de la police pouvant entrer à son service. Lorsque le journaliste de *Proceso* demanda au président de la Cour suprême de Justice, le juge Tellez Cruces, si l'Etat devait répondre à cette violence, celui-ci répondit : « Mais qui va alors nous défendre... qui va nous défendre, vous, contre ces « gens » », acceptant ainsi l'existence d'un corps de police illégal. Le gouverneur de la province de Nuevo Leon, Pedro Zorilla Martinez, devait d'ailleurs aller plus loin en déclarant à la revue *Siempre* qu'il y avait « des polices illégales mais nécessaires » !

De fait, la presse mexicaine publie fréquemment des informations ou annonces payées par les familles, faisant référence à des personnes disparues après avoir été appréhendées par les autorités. Certaines ne réapparaissent jamais. Parfois, on découvre leurs cadavres, souvent mutilés, sur le bord de la route. Plusieurs autres sont mortes dans des locaux de la police et les autorités expliquent alors cela en termes de « suicides ». Cela laisse bien sûr incrédules les membres des familles qui savent que la torture est seule responsable.

Si jusqu'en 1977 les mères des « disparus » demandaient que leurs enfants soient jugés conformément à la loi et condamnés à purger une peine s'ils étaient reconnus coupables aux yeux de cette loi, elles réclament aujourd'hui qu'on leur présente les « disparus » et dénoncent la violation des droits humains au Mexique. En 1978, après une grève de la faim de 83 mères de « disparus », le gouvernement avait bien annisté 2 000 prisonniers politiques, mais non seulement les « disparus » ne réapparaissent, mais leur nombre a augmenté depuis. Les proches parents des « disparus » n'échappent parfois pas eux non plus aux agissements de la Brigade Blanche. Ce fut le cas de Berta Alicia Lopez de Zazueta, épouse d'un guerrillero, et de leur fille Tania, soumise à la torture, chacune d'elles ayant dû assister à la torture de l'autre.

On compte officiellement aujourd'hui 471 « disparus » au Mexique. 378 d'entre eux sont originaires de la province de Guerrero où fut séquestré en 1975 le gouverneur de cette province, ce qui entraîna une vaste opération de répression.

Toutes les grèves, les manifestations publiques comme les centaines de pétitions jusque là réalisées, n'ont pu briser le silence complaisant du gouverneur mexicain. Tout cela démontre que les méthodes policières de ce pays, comme celles qui sont employées dans le reste de l'Amérique latine, se basent sur la terreur, la détention illégale, la violation et le sacage des domiciles, la vexation et finalement la confession au moyen de la torture, la même que celle qu'on pratique en Uruguay, en Argentine, etc.

D'après *Tierra y Libertad* de Mexico

pathiques aux Kraakers. Or une enquête met cette accusation en défaut : la VARA n'a fait que rapporter les événements et les commentaires jugés séductifs ont été l'œuvre d'émetteurs de la police (ce que les Kraakers ont pu établir grâce à des récepteurs spéciaux - des Scanners - dont ils disposaient).

Contre-réaction après le 30 avril : en

différentes localités les propriétaires des maisons occupées ont embauché des éléments appartenant à des groupements « anti-terrorisme » ou « groupes de combat de droite ». C'est ainsi que les 4 et 5 mai, à Groningen, les brigades mobiles ont livré bataille à ces mercenaires des propriétaires. Mais dans trop d'endroits la police a fait preuve d'une inertie spectaculaire.

LE M...  
N...  
On...  
A...  
nacant...  
l'Etat...  
globe...  
couvre...  
glacée...  
Dans...  
où la n...  
son en...  
de met...  
puissan...  
contrôle...  
séquence...  
jour/h...  
pays et...  
contre...  
les arme...  
d'établ...  
Dans le...  
enfin, il...  
est par...  
véloppé...  
c'est air...  
planète...  
les ténè...  
Dans...  
fin du X...  
une plac...  
sorte de...  
des idéal...  
véloppé...  
tibilité de...  
pose le...  
même de...  
changé...  
quelques...  
Pendant...  
lysé l'Eta...  
d'une cla...  
geoisie o...  
lité du p...  
trument...  
même pou...  
de celui e...  
bes. La n...  
pension n...  
était final...  
âme, fina...  
Aujourd...  
tentaculair...  
toute la s...  
de se dem...

Notes de lecture

Les nouveaux patrons  
Onze études sur la technobureaucratie  
Editions Noir

Un peu plus de trois ans de 1984, une ombre gigantesque et menaçante plane sur le monde : celle de l'Etat. Elle n'épargne aucun pays du globe, et au fur et à mesure qu'elle recouvre le champ social, la pénombre glacée de l'asservissement s'installe.

Dans les démocraties occidentales où la méfiance est restée profonde à son endroit, l'Etat s'est vu contraint de mettre des formes à sa volonté de puissance et à son appétit insatiable de contrôle et de réglementation. En conséquence, son expansionnisme fait aujourd'hui dans le sophistiqué. Dans les pays en voie de développement par contre, l'Etat doit imposer son existence les armes à la main et il ne se prive pas d'étaler sa force brutale au grand jour. Dans les « démocraties populaires » enfin, il s'épanouit littéralement. Là, il est parvenu au stade ultime de son développement. La société, c'est lui, et c'est ainsi qu'une bonne moitié de la planète se trouve contrainte à errer dans les ténèbres du totalitarisme.

Dans les sociétés humaines de cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'Etat occupe donc une place centrale. Il est devenu une sorte de phénomène universel ignorant les idéologies et les frontières. Son développement permanent qui a l'irrésistibilité de celui d'une tumeur cancéreuse, pose le problème de savoir si la nature même de l'institution étatique n'a pas changé par rapport à il y a seulement quelques décennies.

Pendant longtemps en effet, on a analysé l'Etat comme le simple instrument d'une classe dominante. Entre la bourgeoisie ou le parti (détenteurs de la réalité du pouvoir politique) et l'Etat (instrument privilégié de l'exercice de ce même pouvoir), le rapport était du genre de celui existant entre la tête et les jambes. La machine étatique avec sa propulsion naturelle à la bureaucratisation était finalement un grand corps sans âme, lourd et tâillon.

Aujourd'hui, devant le développement tentaculaire de l'institution étatique sur toute la surface du globe, il convient de se demander si de simple instrument

au service de la classe dominante, l'Etat n'est pas devenu lui-même la classe dominante. Au royaume du goulag, le fait est incontestable. Dans les « démocraties bourgeoises », il semble que le processus soit sérieusement enclenché. De bureaucratie, l'Etat devient peu à peu technobureaucratie. Les technocrates du secteur privé et public sont les mêmes personnes et passent d'un lieu à l'autre avec l'impression étrange d'être en pays de connaissance. Ils apportent à la machine étatique l'âme qui lui manquait jusqu'à présent dans sa phase bureaucratique. Et comme les fonctions de l'Etat ne cessent de se multiplier dans des sociétés de plus en plus complexes, le pouvoir gestionnaire des technobureaucrates tend de plus en plus à devenir le pouvoir politique réel.

Sur ce thème, s'est tenu à Venise en 1979 un colloque international organisé par la revue internationale de recherche anarchiste *Interrogations* et par le Centre d'Etudes Libertaires « Giuseppe Pinelli » de Milan. Un certain nombre d'interventions à ce colloque ont été rassemblées et cela donne le présent livre. On y note entre autres celle de Amadeo Bertolo : « Pour une définition des nouveaux patrons » ; celle de Nico Berti : « Technobureaucratie et théorie anarchiste » ; celle de Luis Mercier-Vega : « Confluences et particularités latino-américaines ». En tout, onze études sur la montée de la nouvelle classe technobureaucratique.

A l'heure où la théorie marxiste a littéralement fait faillite sur le problème de l'Etat comme sur bien d'autres d'ailleurs, ce livre enrichit à plus d'un titre la théorie anarchiste. Il reprend l'argumentation que nous avons toujours développée, et ce, depuis Bakounine et la Première Internationale, mais il met cette argumentation à l'heure de l'actualité. C'est un livre fondamental pour tous ceux qui pensent qu'avant de transformer les choses, encore convient-il d'être capable d'en comprendre préalablement l'essence.

Jean-Marc RAYNAUD

<b>L. FERRÉ</b> Testament phonographe Dis donc Ferré Léo Ferré	63 F 45 F 42 F
<b>M. BAKOUNINE</b> Fédéralisme, socialisme et antithéologisme	23 F
<b>F. HOLTZ-BONNEAU</b> Déjouons la publicité	60 F
<b>P. SAMUEL</b> Le nucléaire en questions	27 F
<b>J. GUILLAUME</b> L'Internationale (Documents et souvenirs - 1864-1872) Vol. 1	115 F

Le billet  
de J.P. Sèvres

La grève  
des  
comédiens

Six milliers environ de comédiens, c'est quoi un comédien ?

J'étais un petit garçon et pour faire le vieux monsieur il fallait que je monte sur des échasses, que j'enfile des pantalons trop grands pour moi, que je mette un coussin sous ma chemise, que je chausse mon nez de lunettes (pas à ma vue), un chapeau, une moustache de chanvre, des gants blancs ou « beurre frais ». Les adultes riaient de voir un si grand-petit-garçon-si-vieux avec des moustaches sur ses joues imberbes et des lunettes double foyer sur son regard 10/10<sup>e</sup>. Tout le monde savait que j'étais un enfant et c'est ça qui les faisait rire. Je caricaturais l'autorité, moi qui n'en avais aucune. Pourtant j'étais menteur, je faisais souvent semblant d'être malade et des fois, je le faisais si bien que je me prenais au jeu : j'étais mon meilleur public.

C'est quoi un comédien ?

C'est comme un peintre : y a celui qui imite la réalité, celui qui l'interprète et celui qui s'en fout !

Pourquoi y a-t-il six milliers au moins, sans compter ceux qui ne jouent pas là où y a des gens qui les comptent ?

Avant, tu sais, on sortait le soir, on allait voir des gens qui faisaient rire, pleurer, chanter, rêver.

Avant y avait pas la télévision alors ? Non et les comédiens, il fallait qu'ils soient sûrs qu'on les regarde pour jouer la comédie.

Mais s'il n'y avait pas la télé ni tous les films dans des salles qu'on coupe en quatre pour en faire passer plus, les comédiens devraient être là tout le temps pour qu'on les voie !

Oui, mais les comédiens ont fait du cinéma, de la télé et puis on a eu besoin de beaucoup de petits comédiens pour mettre les grands en valeur.

Pourquoi ?

Pour qu'un chef ait l'air d'un chef, il faut qu'il y ait des gens qui suivent le chef, sinon le chef c'est un cinquo qui cause tout seul et qui crie « en avant ! » à sa saïche ou à son poisson rouge.

Et alors ?

Alors les petits ont voulu être grands pour jouer aussi des rôles de chef, pour changer dedans la vie.

Alors il y en a eu six mille. Oui et dans les six mille, y a ceux qui sont toujours chefs et ceux qui sont toujours petits soldats et ils sont au même syndicat.

Ça prouve bien que les petits soldats n'ont pas de rançune !

Oui et que les grands chefs sont gentils pour les petits soldats puisqu'ils veulent bien participer aux mêmes luttes tout en gagnant plus de gloire et d'argent.

Ils doivent être contents les petits ! Oh oui, ils sont contents contents contents. D'ailleurs ils n'ont jamais demandé aux grands de partager leurs cachets avec eux parce que si les chefs

Une  
exposition  
Donation  
Mazurel

Si vous n'avez pas eu le temps d'aller voir cette expo, le jour où le musée d'Art moderne de Lille sera bâti, allez la voir, si vous passez par là. Cette exposition regroupe des peintres de grand renom, présentant des toiles du début du siècle. A vrai dire, il est bien difficile de décrire une expo, une toile, chacun la ressentant comme il l'entend. Mais personne ne pourra rester insensible aux différentes toiles exposées. Une intéressante rétrospective du cubisme, représentée notamment par Picasso et Braque. Le cubisme, principe pictural qui remplit en cause les bases de la peinture. A côté, Fernand Léger nous montre le mécanicien massif et froid, des gens mécanisés à travers lesquels transparaît tout de même l'humain et ses sentiments, surtout dans la fête d'acrobaties et de musiciens. En contraste avec Léger, vient la beauté humaine d'Amédéo Modigliani, considéré comme le plus grand portraitiste du siècle. Là n'est pas le problème, où l'on veut classer, hiérarchiser le talent des peintres, il suffit tout simplement de s'asseoir devant la Mère et l'Enfant de Modigliani et écouter. La peinture nous dit bien plus de choses que ce que l'on voit.

Kropotkine l'avait parfaitement compris lorsqu'il appelait peintres et sculpteurs à faire la révolution sociale. Alors, nous autres anarchistes, ne restons pas indifférents à ces formes d'expression qui sont l'empreinte de notre temps.

LOUIS (Liaison St Brieuc)

Maurice Joyeux

L'anarchie  
et la  
société moderne

En vente à Publico : 25 F

Je ne suis pas plus riches que les petits, eh bien les petits demandant si ces grands-là ne seraient pas des petits eux-mêmes. Et ça ce serait mauvais pour leur émulation.

C'est bien fait tout de même le métier de comédiens.

Tu sais, il y a ceux qui sont exhibitionnistes et ceux qui sont voyeurs. Les voyeurs ont besoin des exhibitionnistes pour rêver qu'ils osent et les exhibitionnistes ont besoin des voyeurs pour oser.

Les comédiens sont comme les sportifs, alors ! Ils aiment ceux qui gagnent et ils leur crient bravo de courir si vite sur leur écran, en prenant du bide devant leur poste de télé.

Oui, c'est ça, tu as très bien compris la leçon. Maintenant tais-toi y a les informations à la télé et on va voir passer les comédiens qui font une manifestation aujourd'hui pour dire qu'ils sont des travailleurs comme les autres.

LE RÂLEUR FOU

Vite,  
vite...

Depuis vendredi dernier et jusqu'à ce samedi 7 inclus, le 14<sup>e</sup> arrondissement est en transe : l'état de carnaval est décrété dans ses quartiers. Une fête vraiment populaire, c'est-à-dire préparée, organisée et animée par tous : habitants, institutions, artistes, écoles, clubs, associations... Aucun spécialiste de la fête - pas même le clown du Vatican - n'a été sollicité. Un grand local (1500 mètres carrés), sorte de quartier général pour ces dix jours de rencontres, d'expression la plus large, est mis à la disposition de tous, au 44 de l'avenue Jean Moulin. Deux grandes étapes du carnaval, en fonction des dates de parution de ce billet : le vendredi 6, dès 18 H, dernier rassemblement avant le carnaval, boulevard Edgar Quinet (danseurs, chanteurs, bateleurs, habitants...) ; samedi 7 juin : journée du carnaval, défilé à partir de 15 h (cinq points de départ), défilé général de 17 h 45 à 19 h (à partir du square Denfert-Rochereau jusqu'au terrain n° 46, ave Jean Moulin). Groupe du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris (F.A.)

EN  
VRAC...

- A la Cour des Miracles, le grand Bill Deraimé continue à régaler les blues-wo(m)en du 6 juin au 5 juillet (inclus), toujours à 20 h 30, 23 ave du Maine, Paris 15<sup>e</sup>, tél. 548-85-60 / 544-45-33, métro Montparnasse. Relache dimanche et Lundi. Entrée : 30 F.

- A la Sou'Pap (enseigne à l'ordre du jour...), 3 rue Sainte-Croix (décidément !) de la Bretonnerie, Paris 4<sup>e</sup>, tél. 278-27-54, métro Hôtel de Ville : du 4 au 14 juin (sauf les 8, 9 et 10), à 20 h, les copines qui s'étaient déjà distinguées l'an dernier dans *A titre d'elles*, Tonia, cette fois accompagnée par Caro et Fabienne, présentent : *Eteins, on y verra plus clair*. Entrée + consommation : 25 F.

- La Compagnie Miramont qui eut déjà également les honneurs incommensurables de notre presse - et donc à juste titre -, représente en un seul spectacle *Haute Surveillance* de Jean Genet et *Huis-Clos* de Jean-Paul Sartre, soulignant par là même leur dénominateur commun : le huis-clos. Au théâtre Sorano, MJC Vincennes, 16 rue Charles Pathé, tél. 374-73-74, bus et métro Château de Vincennes, RER Vincennes. Depuis le 19 mai et jusqu'au 30 juin, les lundis, mercredis, jeudis et vendredis à 20 h 30, dimanches à 18 h (relache exceptionnelle les 13 et 15). A suivre...

Gérard CARAMARO

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux



«Un homme qui n'est ni un mineur, ni un citoyen, ni un honnête homme... Une feuille publiée par un repris de Justice, où les représentants des ouvriers sont traités de charlatans, où les femmes sont traitées de filles publiques, où l'on fait des cours d'avortement et où les compagnies seules sont respectées pour des raisons que l'on devine».

Un autre chieur d'encre du «Réveil», un dénommé



Vermeersch, lèche-cul attiré de Basly, traitait dans son torchon Benoît de «Broutchoux le mouchard» et de «Policier Broutchoux». Il y a vraiment de quoi se boyauter quand on sait que Basly était par ailleurs cul et chemise avec le Préfet et toute la sainte-flicellerie. Pour preuve cette lettre qu'il envoya le 13 mars 1904 au Préfet, suite aux articles de «l'Action Syndicale» sur l'amour libre : «Monsieur



le Préfet (...) c'est une honte publique et comme premier magistrat d'une grande ville ouvrière plutôt que comme homme politique en butte aux attaques sans nom de cette bande de malfaiteurs, j'ai le devoir et le droit de rechercher toutes les complicités et toutes les complaisances dans une affaire aussi honteuse et aussi contraire à la morale publique».

à suivre

Bande dessinée tirée de

Les aventures épatantes  
et véridiques de  
Benoît Broutchoux  
par Phil et Callens  
Ed. Le dernier  
Terrain Vague

En cours de réapprovisionnement

Le dernier livre  
de S. Livrozet

Jeva de Nazareth

En vente à  
Publico : 42 F

# 1984 : responsables, encore un effort...

La responsabilité. Soyons responsables ! Tous. Comme des fous. Je suis responsable, tu es responsable, il et elle sont responsables.

Moi, je dis non : non coupable ! Je ne suis responsable de rien. C'est pas ma faute si les marchands d'armes tuent par militaires interposés. C'est pas ma faute, tous ces otages de la bande à Rothschild et Dassault qui, tous les matins, vont cracher leur sang dans les trains de banlieue et qui attendent, après avoir perdu leurs rêves, de mourir tout à fait. Non, c'est pas ma faute. Il n'y a pas à se culpabiliser : ce n'est pas nous qui sommes responsables de tout ce qui est.

Le problème fondamental de cette nouvelle idéologie de la responsabilité, c'est un double jeu : d'une part, une culpabilisation, et de l'autre, l'intégration dans l'échelle hiérarchique d'une pratique de remise en cause de la hiérarchie.

Que nous dit le jeu « culpabilisation » ?



Il nous dit que c'est de notre faute si, par exemple, des gosses meurent de faim en Inde, en Inde ou ailleurs, (l'Inde, c'est bon, ça ! La faim, les enfants, tout y est ; vas-y mon gars, droit sur les enfants, ça marque le public, ça !). Grosse démagogie ! Car dès qu'il y a culpabilisation, il y a production d'une énergie psychique dont le but est d'effacer ce trouble, cette déchirure interne qui fait mal ; si elle fait mal, c'est uniquement parce qu'elle est basée sur une identification affective et qu'elle refuse d'être soumise à la rationalisation. Cette énergie ainsi produite, rien n'est plus simple que de la canaliser dans des actions de replâtrage, d'occultation, des actions de réformisme et dont la finalité est de gommer l'aspect phénoménologique des choses, c'est-à-dire la perception directe et matérielle que nous pouvons en avoir. Pourquoi réformisme ? Simplement parce que toutes les actions qui découlent de la culpabilisation, n'ont pas pour objectif de supprimer les causes d'un état de faits, mais d'en supprimer l'aspect spectaculaire qui, de lui-même, met les causes en évidence : dans le cas de l'Inde, la « nécessaire » accumulation du capital en Occident, ou en allant plus loin, pour les anarchistes : la logique de la propriété privée et de la hiérarchie.

Pourquoi est-il si simple de canaliser cette énergie que produit la « culpabilisation socio-politique » ? Tout simple-

ment parce que l'action à mener n'est qu'un moyen de supprimer la tension interne ; et l'évacuation de cette dernière nécessite des actes et non des raisonnements. D'où l'idéologie particulière des gens qui marchent dans ce système et dont l'argumentation est du type : « T'as peut-être raison, mais tout ça, ce sont des mots. Je préfère aider concrètement les gens ». Le concret. Toujours le concret, sans aucune théorisation, le concret qui repose sur cette mauvaise conscience que secrète la notion de « responsabilité ». Mais l'idéologie de la responsabilité ne sévit pas uniquement au niveau affectif, c'est-à-dire au niveau de la culpabilisation des gens qui s'éveillent à la conscience du social.

Beaucoup d'anarchistes se réfèrent à cette notion. Mais accorder trop de valeur aux mots, nous condamne à ne pas nous rendre compte du retournement de sens qui peut en être fait dans l'imaginaire social, par le moyen des mass-média et des producteurs de discours bourgeois : les écrivains.

Ce terme de responsabilité, jadis brandi par les anarchistes, signifiait que chacun revendique ses actes et tienne à les assumer jusque dans leurs plus ultimes conséquences. Cela signifiait donc le refus de toute hiérarchie, de toute délégation de pouvoir, c'est-à-dire de tout pouvoir de quelqu'un sur quelqu'un d'autre. La responsabilité anarchiste est une responsabilité concrète et matérielle qui suppose que l'on puisse se tromper et que les autres personnes avec qui l'on se trouve, reconnaissent le droit à l'erreur... ou au changement de point de vue. Cette notion de responsabilité n'avait donc rien de mystique ni de métaphysique : elle affirmait la primauté de l'individu sur l'abstraction des « structures » qui lui étaient asservies et n'avaient de sens que par rapport à lui (et non l'inverse) ; cela balayait toute mise en tutelle possible, c'est-à-dire tout pouvoir d'un individu sur un autre, pour quelque raison que ce soit.

Le retournement de sens, auquel mai 68 ne fut pas étranger, a transformé ce terme en bouillie à chats, maintenant, signifie tout et rien, mais qui en fait un synonyme pudique du terme de « pouvoir ». Dire : « Je suis responsable... J'ai des responsabilités... Qui est le responsable... ? », signifie en clair : « Je suis un chef... j'ai du pouvoir... qui est le chef (c'est-à-dire celui qui décide pour les autres)... ? ». Ce changement est lié à la montée de la technocratie, cette classe sociale qui aspire à confisquer le pouvoir en lieu et place de la bourgeoisie régnante, de même que cette dernière avait foutu les aristos à la poubelle en 89.

En effet, cette montée dont tout atteste, tend à substituer à la notion de propriété celle de « pouvoir » ou de « responsabilité de », ce qui revient au même. Cette substitution est, bien sûr, liée à la position qu'occupent ces technocrates, relativement à la production des biens.

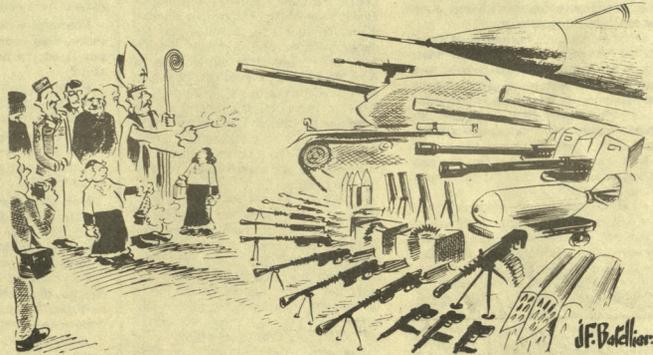
Maintenant, « être responsable » signifie que les autres personnes concernées sont des « irresponsables », c'est-à-dire cela devient synonyme de privation de liberté pour les autres. De concrète, la responsabilité est devenue abstraite, métaphysique, mystique comme tout signifiant de pouvoir : jadis le pouvoir de la bour-

geoisie était un pouvoir concret, mais celui auquel rêvent nos technocrates, est un pouvoir abstrait qui ne repose plus sur la contrainte physique (sauf en dernière extrémité), mais sur la contrainte psychologique, c'est-à-dire sur l'intériorisation par les individus des interdits sociaux rendus nécessaires par les exigences de la production.

La responsabilité n'est plus liée à notre agir en tant que lien entre nos actes et notre désir ; elle n'est plus leur revendication pleine et entière qu'est l'acte de liberté. Elle est liée à un agir aliéné et aliénant : sa référence n'est plus notre désir, mais un « transcendant », c'est-à-dire une « structure », une « nécessité supérieure » (la notion d'Etat, la classe, la race,

nationalisme et leur bon voisinage avec l'extrême-droite.

Les giscardocentristes, eux, représentent la partie avancée de la bourgeoisie française, celle qui comprend que pour survivre, il faut « être compétitif » au niveau européen et mondial. Ceci suppose aussi que cette frange de la bourgeoisie regroupe ceux qui ont les moyens de faire face à cette concurrence. D'où le recours à la technocratie, tout comme on pourrait recourir à une compétence, mais avec le souci de garder le contrôle sur celle-ci, de la mettre en dépendance (ce n'est pas un hasard si l'actuel premier ministre est un « technicien » et qui n'est venu à la politique que consécutivement à ses fonctions de technicien).



l'entreprise, la civilisation...) et à laquelle il importe de se plier, de se soumettre. Et ainsi peut-on voir des messes nouvelles où des « responsables » vont se prosterner devant un indice d'expansion économique ou devant le pourcentage du dernier sondage.

Une autre particularité de cette idéologie et de cette pratique, est qu'il existe des hiérarchies entre les « responsables ». Cette hiérarchie n'est que la mesure du nombre d'agirs individuels que les « responsables » peuvent capitaliser. A la lumière de ceci, il apparaît clairement que le stade suprême est celui de « responsable des responsables ».

La nouvelle idéologie de la responsabilité nous éclaire sur un certain nombre de points : montée de technocratie, mise en place d'un nouveau système de « production de pouvoir », baisse du pouvoir de l'économique par rapport à la montée du politico-organisationnel et structures internes de cette course au pouvoir.

La question que l'on peut se poser est celle de savoir quel va être le mode d'affrontement entre les techno-bureaucrates et le capitalisme classique. Il est peu probable que cela se passe dans la rue, comme en 89, car les « responsables » savent très bien qu'il existe des processus qui, une fois mis en œuvre, peuvent facilement échapper à tout contrôle. C'est donc une lutte plus sournoise, plus occulte et dont les élections sont une pièce maîtresse.

Le RPR est la partie de la vieille bourgeoisie, des poujadistes et autres patrons de choc, attachés à leur petite propriété, à leur petite entreprise et qui savent très bien que dans une confrontation à grande échelle (européenne ou mondiale), ils sont condamnés. Ce qui explique leur natio-

nalisme et leur bon voisinage avec l'extrême-droite.

Le parti dit socialiste est un mélange hétéroclite de vieilles crapules qui ont trempé dans toutes les saloperies qui ont pu avoir lieu et d'anciens soixante-huitards ou se prétendant tels. Mais la constante que l'on y retrouve est la montée de la technocratie qui tend à déborder les vieux bonzes embusqués et aux mains couvertes de sang. Il n'est besoin que de faire un pointage des professions des candidats aux élections, surtout municipales : enseignants, techniciens, chercheurs, travailleurs sociaux, juristes, inspecteurs de diverses administrations, etc.

Ceci explique la profonde affinité entre les giscardiens et les « socialistes ». C'est dans ces deux partis que l'on peut retrouver les technocrates, répartis en fonction de leurs idéologies et de leur goût, soit du pouvoir, soit de la soumission. C'est aussi dans ces deux partis que l'on retrouve les « Européens » et les patrons « technocrates », c'est-à-dire ceux qui ne risquent pas d'être balayés par la concurrence européenne, dans le cas d'une unification de l'Europe de l'Ouest.

Mais au fond, quelle est la différence entre un d'Estaing et un Triganon ? Quelle est la différence entre un Lenoir et un Rocard ?

Il ne faut pas que ces « responsables comme des fous » nous aveuglent. Il ne faut pas se laisser prendre au piège des mots et de leur récupération possible. La Lorelei est belle, très belle même. Mais à n'écouter que son chant, on oublie la mort qui rode. La lutte entre les capitalistes et les technocrates n'est pas notre lutte. Mais la victoire des uns ou des autres risque de concerner l'ensemble du mouvement ouvrier. Et très rapidement.

SERGE (groupe Sevrans-Bondy)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.